

demeure fortement déséquilibrée; nous importons plus que nous n'exportons bien que nous puissions suppléer non seulement à la demande canadienne mais à celle des États-Unis. Nous avons un potentiel extraordinaire. Nos frais d'exploration et de récupération sont moindres qu'aux États-Unis, mais peut-être plus élevés qu'au Moyen-Orient ou au Venezuela. Ils représentent environ le tiers de ceux des États-Unis; pourtant nos prix de vente sont parmi les plus élevés du monde, sinon les plus élevés.

On prétendra peut-être qu'un gallon de carburant coûte \$1 en France, mais je parle du prix sans la taxe. Les Canadiens paient plus cher pour leur essence, taxe en moins, que les habitants de n'importe quel autre pays. C'est inadmissible. Quelqu'un m'a fait parvenir une estimation selon laquelle les consommateurs canadiens paient environ 500 millions de plus qu'il ne faut chaque année pour l'essence. Nous en sommes à avoir une peur bleue de ce que pourraient faire les États-Unis au sujet de l'importation du pétrole du Canada.

Jour après jour, des députés de l'Ouest demandent avec anxiété au gouvernement ce qui va se produire à propos de nos exportations de pétrole aux États-Unis. Je comprends que les députés de l'Ouest soient inquiets: la prospérité et l'avenir de nos provinces de l'Ouest reposent en grande partie sur l'exportation du pétrole. Ces questions—je le constate toujours avec agacement—ils les posent sur un ton presque pathétique et craintif, en songeant à ce qui nous arriverait si les États-Unis supprimaient nos exportations de pétrole. Apparemment, nous devrions faire tout en notre pouvoir pour assurer des débouchés américains à notre pétrole.

C'est une situation déplorable pour n'importe quel pays, et il faut trouver une solution ou un remède. Il est temps de mettre au point une véritable politique pétrolière au Canada, qui soit à longue portée et ne fasse plus de nous un simple satellite des États-Unis, assujetti aux caprices et aux fantaisies des groupes de pression ou aux avatars de la politique américaine.

Bien des études, de caractère privé ou public, ont été entreprises pour déterminer la possibilité d'aménager une canalisation jusqu'à Montréal. La plupart des rapports soutiennent qu'étant donné le prix actuel du pétrole brut canadien et étranger et les frais de transport, une telle entreprise aurait pour conséquence de faire monter le prix de l'essence sur le marché de Montréal, à moins que ce marché ne soit protégé de quelque façon.

[M. Saltsman.]

Ces arguments se fondent sur plusieurs points. D'abord, ils supposent que le prix du pétrole brut au Canada, à la gueule du puits, est convenable, et qu'il n'y a pas lieu de croire qu'il n'est pas le plus bas possible. Ils se fondent sur la conviction que c'est un prix réaliste, sans lien avec le marché des États-Unis. On pourrait démontrer que le prix du pétrole brut au Canada pourrait être baissé sensiblement tout en laissant à l'industrie pétrolière un profit raisonnable.

Le prix du pétrole brut à Montréal, transporté par pipe-line, est quelquefois fixé d'après le coût du transport par pipe-line de l'entreprise privée. Le coût du transport au moyen d'un pipe-line public n'a pas été calculé. Le seul chiffre que j'aie quant à la différence du coût entre les deux est celui qui nous a été donné au cours d'une séance de comité il y a quelques années. A cette occasion, nous avons demandé à un membre de l'Office de l'énergie s'il pouvait y avoir une différence. Il a répondu qu'il y aurait une réduction considérable du coût, d'une société privée à une société publique. Si nous devons transporter du pétrole brut à Montréal, il semble que nous devrions avoir recours à un pipe-line de propriété publique.

Je suis convaincu, à la lumière des preuves que j'ai vues, que le prix du pétrole brut pourrait être sans doute réduit au Canada si les pipe-lines étaient étatisés, au lieu de l'enchevêtrement de pipe-lines privés que nous connaissons actuellement.

M. Woolliams: Et que penser du coût du Centre des arts?

M. Saltsman: Ce n'est pas la même chose.

M. Woolliams: Y a-t-il une similitude entre son coût et celui d'un pipe-line?

M. Saltsman: Je crois que l'étatisation des pipe-lines rallierait bien des suffrages. Peut-être pas ceux des députés des autres partis. L'honorable représentant a parlé du Centre des arts, mais il y a une grande différence entre un centre des arts et un pipe-line. La comparaison est injuste et n'a aucune valeur. Si le député veut trouver un bon argument en faveur de l'étatisation des pipe-lines, il ferait mieux de démontrer cette différence de manière plus convaincante.

A mon avis, on pourrait démontrer qu'un pipe-line d'État serait plus rentable qu'un pipe-line exploité par une entreprise privée, pourvu que le débit en soit garanti. Permettez-moi de donner lecture d'un extrait du rapport d'une commission établie par une asso-